

La Creuse rompt avec l'État

Les maires de tout le département, de droite comme de gauche, ont voté la rupture avec l'État et menacent de démissionner. Une fronde sans précédent, consécutive à la fermeture du service de radiothérapie de Guéret, le seul du département. Jusqu'où peut aller ce mouvement de résistance ?

JÉRÉMIE FULLERINGER PHOTOPOR / LA MONTAGNE



Les élus creusois luttent depuis 6 mois avec la population contre la fermeture du service de radiothérapie de Guéret. Mais, à force de ne pas être entendus...

« On en a assez d'être pris pour des imbéciles. » Ces mots sont de Michel Vergnier, le député maire (PS) de Guéret. Un vent de révolte souffle sur la Creuse : gauche et droite confondues, les élus entrent en lutte. « On est en résistance maintenant », poursuit le député maire. L'étincelle qui a mis le feu aux poudres ? Après le long détricotage des services publics, c'est le service de radiothérapie de l'hôpital qui doit fermer. « Pas assez de malades soignés, donc pas de sécurité suffisante pour les patients », indique-t-on au ministère de la Santé. « Qu'est-ce que ça veut dire ? tempête Michel Vergnier. Qu'il faut qu'on fabrique des cancers ? » Confirmée par le tribunal administratif – « On n'a pas eu le temps de monter le dossier, la ministre nous a promenés », la fermeture oblige les malades à aller se soigner à Limoges, Montluçon, voire à Clermont-Ferrand. Soit entre deux et trois heures de transport pour dix minutes de traitement, et ce tous les deux jours. Épuisant. Comble du cynisme, les autorités sanitaires ont ré-

pondu qu'ils n'avaient qu'à organiser des transports collectifs pour les patients ! Jean Auclair, le député UMP, a tenté de voir Roselyne Bachelot en campant au ministère début juin : rien n'y a fait. Il demande aujourd'hui sa démission : « Elle refuse de prendre ses responsabilités. » Une protestation qui est surtout une façon de sauver son mandat, à deux ans des législatives. Michel Vergnier a donc convoqué le 10 juillet une assemblée extraordinaire de l'Association des maires et adjoints du département, dans son

Cette fermeture oblige les patients atteints d'un cancer à faire 2 à 3 heures de voiture pour suivre leur traitement.

hôtel de ville. 450 personnes venues des 260 communes que compte la Creuse, de toutes sensibilités politiques. Dehors, 400 personnes manifestent en soutien. Daniel Dexte, conseiller général PCF, assiste à la réunion et décrit « un esprit de fronde ». Les élus de l'UMP ne sont pas les moins remontés : « Cet État-là, on n'en veut plus », confient certains. Pierre Brignolas, maire UMP de Lavaveix-les-Mines, considère que « l'État abandonne les élus en

privant la population de cet outil qui fonctionne ». Lui aussi parle de « résistance » contre la fermeture du service, mais semble atteint de cécité face à la contradiction avec la politique du gouvernement, et notamment la loi Bachelot, adoptée l'année dernière, qui prévoit justement

la fermeture de services hospitaliers. « Ils se font pourtant "empapaouter" eux aussi, mais on a surtout besoin d'unité », analyse Claude Guerrier, maire PCF de Saint-Sulpice-le-Guéretois, qui parle « d'atmosphère de très grande révolte ; un sentiment de manque de respect, d'abandon ».

Les participants exigent la réouverture du service et adoptent un plan d'action en 7 points, voté à l'unanimité. Plusieurs mesures sont d'ordre technique : recours devant le Conseil d'État, cellule de veille pour les patients, pétition présentée aux 125 000 habitants du département. Surtout, les maires ont décidé la rupture du département avec l'État, un fait sans précédent. Concrètement, ils ne participeront à aucune réunion ou commission avec la préfecture. Encore plus symbolique : si en septembre le service n'a pas rouvert, les maires démissionneront en bloc. 5 ans après l'union des collectifs de défense des services publics, qui a abouti au référendum contre la privatisation de La Poste, la Creuse est toujours à la pointe du combat. ★

BENJAMIN KÖNIG

bkonig@humadimanche.fr

« CES ÉLUS SONT BLESSÉS DANS LEURS CONVICTIONS RÉPUBLICAINES »



ANDRÉ CHASSAIGNE, DÉPUTÉ (PCF) DU PUY-DE-DÔME.

« La population est très remontée, et les élus locaux doivent chercher une issue entre les aspirations des gens et les décisions iniques qui sont prises par l'État. C'est le cas de beaucoup d'élus que je rencontre, particulièrement dans les petites villes, qui sont les plus touchées. Ces décisions sont prises de surcroît dans un climat très malsain. Le gouvernement utilise les effets d'annonce pour anticiper les fermetures de services publics, éloignant les patients des hôpitaux par exemple. Par la même occasion, on bloque ainsi l'arrivée de nouveaux praticiens. Par les effets d'annonce, on crée les conditions d'une fermeture à venir. Ce type de réaction que nous venons de voir dans la Creuse est celui d'élus républicains blessés dans leurs convictions républicaines. La démission peut être une arme, mais il ne faut pas en rester là. Il faut donner un autre niveau à ces luttes et un prolongement politique. La démission doit s'accompagner d'une prise de conscience politique, de l'exigence d'une autre politique. »